

Arrêté conjoint N°2015- 0044 /MDENP/MEF
portant Création, Classification, Objet, Administration et
Fonctionnement du Projet renforcement et d'extension du
Réseau Informatique National de l'Administration
(RESINA)

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
ET DES POSTES,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Charte de la Transition ;
- Vu** le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation- type des départements ministériels ;
- Vu** le décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes ;
- Vu** le décret n°2015-989/PRES/PM/MEF du 17 août 2015, portant organisation du Ministère de l'économie et des finances ;
- Vu** le décret n°2014-055/PRES/PM/MEF/MDENP/MFTPSS du 07 février 2014 portant création de l'Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (ANPTIC) ;
- Vu** le décret N°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2007-778 /PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie C ;

ARRETENT

CHAPITRE I. CREATION, OBJET ET CLASSIFICATION

Article 1 : Il est créé, au sein du Ministère en charge du développement de l'économie numérique, le Projet de Renforcement et d'Extension du Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA).

Article 2 : L'objectif du projet est d'apporter une réponse convenable aux besoins présents et futurs de communication et d'échange de données avec et au sein de l'Administration dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance, de la mise en œuvre de la décentralisation, de la modernisation de l'Administration, du système éducatif et du système sanitaire au moyen des TIC, en développant le Réseau Informatique National de l'Administration pour l'étendre à l'ensemble des 45 chefs-lieux de province du pays, tout en maintenant et en renforçant les installations existantes.

Spécifiquement, le projet devrait permettre de :

- apporter une réponse convenable aux besoins présents et futurs de communication et d'échange de données avec et au sein de l'Administration;
- améliorer la transparence, promouvoir la bonne gouvernance et l'efficacité au sein des administrations publiques, y compris les collectivités locales;
- promouvoir le développement de l'administration électronique, de la e-santé et de la e-éducation,... ;
- stabiliser, voire réduire, la facture téléphonique de l'Etat.

Article 3 : Le Projet est classé dans la catégorie C des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso.

CHAPITRE II. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 4 : L'Administration du Projet est assurée par un Comité de Pilotage présidé par le Secrétaire Général du Ministère en charge du développement de l'économie numérique où toute autre personne habilitée et désignée par l'autorité compétente.

La composition, les attributions et le fonctionnement du Comité de Pilotage sont précisés par arrêté du Ministre en charge du développement de l'économie numérique.

Article 5 : La réalisation du Projet est assurée par l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) conformément à l'article 3 du Décret n°2014-055/PRES/PM/MEF/MDENP/MFTPSS du 07 février 2014 portant création de l'ANPTIC.

La fonction de coordonnateur du projet est assurée par le Directeur Général de l'ANPTIC; à ce titre, il a une obligation de résultat dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées dans le cadre de l'exécution du projet.

Article 6 : Le fonctionnement du projet est régi par les dispositions du titre II du décret n°2007-778/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie C.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS FINALES

Article 9 : Sauf dispositions contraires, la date de clôture du projet est fixée au 31 décembre 2020.

Article 10 : Le Secrétaire Général du Ministère en charge du développement de l'économie numérique et le Secrétaire Général du Ministère en charge de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 20 NOV 2015

**Le Ministre du Développement de
l'Economie Numérique et des
Postes**



Dr. Nébila Amadou YARO
Chevalier de l'Ordre National

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances**



Jean Gustave SANON

Ampliatiions :

- SG/MDENP
- SG/MEF
- structures impliquées
- IGS
- JO
- Chrono